

CHAPITRE 1 : DU MONDE BIPOLAIRE AU MONDE D'AUJOURD'HUI : LES RELATIONS INTERNATIONALES DE 1945 A NOS JOURS

- I) Pourquoi la guerre froide ?
 - 1) Deux modèles antagonistes et concurrents
 - 2) Une dégradation progressive des relations entre les grands vainqueurs de la guerre (1945 – 1946)
 - 3) La rupture de 1947 et la formation des blocs
- II) Les grandes phases de la Guerre froide
 - 1) Le paroxysme de la Guerre froide (1947 – 1953)
 - 2) Un dégel relatif ponctué par des crises (1953 – 1962)
 - 3) La Détente (1963 – 1975)
 - 4) La Guerre fraîche (1975 – 1985)
 - 5) La dislocation du bloc communiste (1985 – 1991)
- III) Vers un nouvel ordre mondial (1975 – 2004)
 - 1) Un monde plus complexe dès le milieu des années 1970 (1975 – 1991)
 - 2) Le désordre mondial : la multiplication des conflits et de nouvelles menaces
 - 3) L'Hyperpuissance américaine : entre multilatéralisme et unilatéralisme

INTRODUCTION

De 1947 à 1991, les relations internationales sont dominées par la guerre froide. Cette expression désigne un conflit multiforme, d'intensité variable, qui a opposé deux blocs (le bloc occidental, dirigé par les Etats-Unis et le bloc communiste, dirigé par l'URSS) visant l'extension maximale de leur influence et l'endiguement voire le refoulement de l'adversaire. Cet affrontement qui prend fin en 1991, par la victoire totale du bloc occidental est à l'origine de notre monde actuelle.

Pourquoi cet affrontement n'a-t-il jamais dégénéré en guerre mondiale ? En quoi est-il à l'origine du monde complexe d'aujourd'hui ? Telle est la double problématique de ce chapitre.

Pour tenter de répondre à ces questions, nous consacrerons la première partie de notre propos à déterminer les causes de la guerre froide avant d'en discerner les grandes phases. Nous essayerons enfin de caractériser le monde actuel, en partie hérité de la guerre froide.

- I) Pourquoi la guerre froide ?

1) Deux modèles antagonistes et concurrents

Un modèle idéologique est un système politique, économique, social et culturel qui prétend avoir valeur d'exemple pour l'Humanité. Chacun des deux Grands a le sien et ils entendent le diffuser. Le fait est d'autant plus facteur de tension que les modèles américain et soviétique sont totalement opposés.

	Etats-Unis	Union soviétique
Système politique	Démocratie	Dictature totalitaire (évolution sous Khrouchtchev)
Organisation économique	Capitalisme libéral	Communisme Economie dirigée
Modèle de société	Réussite individuelle Egalité des droits	Réussite collective Egalité sociale

Le modèle américain

La démocratie : Du point de vue du système politique, le modèle américain défend la démocratie.

Partir de l'étymologie de démocratie : demos = le peuple ; cratie = le pouvoir

En déduire la définition de démocratie

Démocratie : Régime politique (ou mode de gouvernement ou forme de gouvernement) où la souveraineté appartient au peuple.

Si problème sur sens de souveraineté, rappelez qu'on emploie un mot voisin, « souverain » pour désigner un monarque (Empereur, Roi, Prince, ... etc)

Souveraineté = autorité suprême

En quoi le régime politique américain est-il une démocratie ?

Document 1 p.59.

Il y a séparation des pouvoirs :

- le pouvoir exécutif appartient au Président élu pour 4 ans au suffrage universel indirect. Depuis 1951, la limite est de deux mandats. Le Président nomme les Secrétaire d'Etat (ministres) qui ne sont responsables que devant lui. Il a un droit de veto sur les lois (sauf si elles sont revotées à la majorité des deux-tiers)
- Le pouvoir législatif est détenu par le Congrès. Celui-ci est constitué de deux chambres : le Sénat (deux Sénateurs par Etat renouvelable par tiers tous les deux ans) et la Chambre des Représentants (le nombre de représentants varient en fonction de la population des Etats)
- Le pouvoir judiciaire est aux mains de la Cour suprême. Les membres de la Cour suprême sont nommés par le Président mais ils le sont à vie. Ils jugent de la constitutionnalité des lois et des différends entre les Etats et le pouvoir fédéral

A noter, que les larges pouvoirs dévolus au Président font de ce régime démocratique, un régime présidentiel. Il reste que le Président ne peut pas tout faire : il peut être mis en accusation en cas de trahison ou de forfaiture. C'est la procédure d'*impeachment*. Il reste que si le Congrès ne peut renverser le gouvernement, le Président ne peut pas non plus dissoudre le Congrès. Il y a donc une négociation permanente entre les deux institutions d'autant qu'il n'est pas rare que Président et Congrès ne soient pas de la même tendance politique (Démocrates et Républicains)

Doc.2 p.59

Le régime politique respecte les libertés fondamentales (sûreté, liberté religieuse, liberté d'opinion, liberté de la presse). A noter que les Américains ont une acception très large de la liberté d'opinion. Contrairement à la France, ce n'est pas un délit de proférer des insultes racistes ou xénophobes (ex : KU KLUX KLAN)

A noter que les prochaines élections présidentielles auront lieu le 4 novembre prochain. Elles vont opposer le Républicain George Bush, Président sortant, au Démocrate, John Kerry. Il y a bien d'autres candidats mais même le plus important d'entre eux, Ralph Nader, ne recueillerait, d'après les sondages, que 1 ou 2 % des voix. Il y a en effet bipolarisation de la vie politique américaine entre les Démocrates (symbole : l'âne, il a une approche sociale des problèmes) et les Républicains (symbole : l'éléphant, il a une approche plus libérale). La frontière est tenue entre les deux partis.

Le Capitalisme libéral

Capitalisme = Propriété privée des moyens de production. Cela signifie que les entreprises, les exploitations agricoles, appartiennent à des particuliers ou à des groupes de particuliers (société par actions)

Libéralisme : C'est une doctrine qui prône une liberté totale, notamment dans le domaine économique (dans le domaine politique, cela a conduit à l'instauration de la démocratie).

Cela comprend donc :

- Liberté d'entreprendre et de travailler
- Libre échange
- Libre concurrence (jeu de l'offre et de la demande)

Pour le libéralisme, le **profit est le moteur de la société**. La somme des intérêts particuliers conduit à l'intérêt général. L'Etat ne doit pas intervenir dans l'économie. Son action doit se cantonner dans les fonctions de police, de sûreté (protection de la propriété privée) et de justice.

Dans les années 50, ce modèle économique est à son apogée : la production double entre 1950 et 1965, les Etats-Unis conservent leur rang de première puissance économique : ils ont par exemple un quasi-monopole sur les industries de pointe telles que l'informatique.

A partir de la fin des années 50 cependant, l'Etat intervient un peu plus dans l'économie (création de la NASA : National Aeronautics and Space Administration par Eisenhower en 1958, pour disputer à l'URSS la conquête spatiale) et surtout intervention dans le domaine social avec la création en 1965 de Medicare (assistance pour les plus de 65 ans) et Medicaid (assistance aux plus démunis). Le Keynésianisme inspire la politique des Démocrates Kennedy (« Nouvelle frontière », doc. 7 p.61) et de Johnson (La « Grande Société »).

Le modèle soviétique

Une dictature totalitaire

Jusqu'en 1953 et la mort de Staline, l'Union soviétique est une dictature totalitaire.

Dictature car Staline concentre entre ses mains tous les pouvoirs.

Totalitaire car le système mis en place vise à contrôler la totalité des actions individuelles dans la société.

Embrigadement des

Absence de liberté
Terreur

Propagande
Culte du chef

Pour soumettre et contrôler la population, Staline met en place un état **totalitaire*** qui se caractérise par

a) L'embrigadement* des masses

Durant toute leur existence, les Soviétiques doivent appartenir à des organisations communistes. Par exemple, les adolescents sont enrôlés dans les « Pionniers » et les « jeunes komsomols » (les jeunesses communistes).

b) L'absence de liberté et la terreur

La liberté d'opinion n'existe pas, la liberté de la presse non plus. Il n'y a pas d'opposition politique légale car seul le Parti Communiste est autorisé.

Une police politique, le NKVD, traque les opposants qui sont, soit exécutés, soit envoyés dans les **goulags***. Staline fait régner la terreur y compris parmi les membres du Parti Communiste (exemple: les procès de Moscou de 1936-1938)

c) La propagande* et le culte du chef

Les Soviétiques sont soumis à une intense propagande.

Staline se fait appeler le « petit père des peuples » et fait l'objet d'un culte de la personnalité.

L'embrigadement est l'action de faire entrer des personnes par la force ou la persuasion dans des organisations qui exigent une obéissance stricte.

Le **Goulag** est un camp de travail (ou de concentration) en URSS où l'on enferme notamment les opposants politiques.

La **propagande** est l'action de répandre des informations fausses afin de rallier des partisans à une cause, à un régime.

Un **régime totalitaire** est un régime qui impose son pouvoir à la totalité des actions individuelles. Il pratique l'embrigadement, supprime toutes les libertés individuelles et utilise le culte du chef et la propagande pour contrôler et soumettre un peuple à un dictateur.

Document 1B : Certes des élections ont lieu, mais il n'y a qu'un Parti, le Parti Communiste et c'est lui qui choisit les candidats.

Document 2B

Evolution du système politique après la mort de Staline, en 1953

Doc7 B, p.61 : Rapport secret de Khrouchtchev devant le XXème Congrès du PCUS

En 1956, Khrouchtchev dénonce les « crimes » de Staline mais si le système est moins meurtrier que par le passé, l'essentiel du modèle reste valable. (Voir par exemple : doc 5B, Brejnev dirige l'URSS de 1964 à 1982)

Une économie dirigée

Dans le communisme, les moyens de production appartiennent à l'Etat. C'est lui qui dirige l'économie (et non plus le jeu de l'offre et de la demande). Il planifie à l'aide de plans quinquennaux (sur 5 ans). Ceux-ci évaluent les besoins et fixent les objectifs de productions à atteindre.

Cette organisation politique et économique de l'URSS s'explique par l'idéal poursuivi : l'instauration d'une société sans classe ou société communiste.

C'est Marx qui est à l'origine de l'idéologie communiste. Au milieu du XIXème siècle en effet, Karl Marx développe une vision de l'histoire basée sur la « **lutte des classes** » : Classe sociale dominante / classe sociale dominée ou exploitée (serfs contre Seigneur au Moyen Age, Bourgeois contre Ouvriers au XIXème siècle).

L'idéologie communiste est ensuite complétée par Lénine, chef des Bolcheviks, qui s'empare du pouvoir en Russie en 1917. C'est par exemple Lénine qui élabore la doctrine de la **Dictature du Prolétariat** selon laquelle l'Etat est au service du Prolétariat pour éliminer la bourgeoisie. On parle donc de **Marxisme-Léninisme** pour désigner la doctrine communiste.

L'instrument de la transformation de la société et de l'homme est le parti communiste, parti d'élite et donc parti unique (d'où le fait que Khrouchtchev puisse condamner les excès de Staline mais sans remettre véritablement en cause le système politique)

En somme, les deux modèles américain et soviétique ont un but : le bonheur des individus qui forment la société. Le premier a cependant une approche individuelle de la question. Le bonheur sera synonyme de liberté, d'égalité des droits et d'accès à la société de consommation. Pour le second, l'approche est collective. C'est collectivement que les individus parviendront au bonheur.

Les deux modèles sont tout à fait incompatibles. Ainsi si les deux modèles utilisent le terme démocratie, la définition que chacun en donne est différente :

- pour un Soviétique, la démocratie désigne une société dans laquelle il y a égalité sociale.
- pour un Américain, la démocratie est une société dans laquelle il y a égalité des droits.

Après la disparition de l'idéologie fasciste en 1945, l'affrontement entre les deux Grands était inévitable. La dégradation de leurs relations commence d'ailleurs dès 1945.

2) Une dégradation progressive des relations entre les grands vainqueurs de la guerre (1945 – 1946)

Les grandes conférences de 1945 (Yalta en février et Potsdam en juillet), le procès de Nuremberg (de novembre 1945 à octobre 1946) et la signature des traités de paix concernant les

alliés européens de l'Allemagne à Paris, en février 1947 sont les dernières manifestations de la Grande Alliance du temps de guerre.

Dès 1945, une certaine méfiance s'installe entre les puissances anglo-saxonnes (Etats-Unis et Royaume-Uni) et l'Union soviétique.

En témoigne par exemple, le célèbre discours de Churchill à Fulton en mars 1946, que nous allons maintenant étudier.

Le discours de Churchill à Fulton (Etats-Unis), 5 mars 1946

"Une ombre s'est répandue sur les scènes si récemment illuminées par la victoire alliée. Personne ne sait ce que la Russie soviétique et son organisation communiste internationale ont l'intention de faire dans l'avenir immédiat ni quelles seront les limites, s'il en est, que respecteront leurs tendances à l'expansion et au prosélytisme. De Stettin, dans la Baltique, à Trieste, dans l'Adriatique, un rideau de fer est descendu à travers le continent. Derrière cette ligne se trouvent les capitales de tous les pays de l'Europe orientale : Varsovie, Prague, Berlin, Vienne, Budapest, Belgrade, Bucarest et Sofia. Toutes ces villes célèbres, toutes ces nations se trouvent dans la sphère soviétique, et toutes sont soumises, sous une forme ou sous une autre, non seulement à l'influence soviétique, mais encore au contrôle très étendu et constamment croissant de Moscou. Athènes seule, avec sa gloire immortelle, est libre de décider de son avenir par des élections auxquelles assisteront des observateurs britanniques, américains et français (...). Les communistes, qui étaient très faibles dans tous ces Etats de l'Est européen, ont été investis de pouvoirs qui dépassent de beaucoup leur importance et ils cherchent partout à exercer un contrôle totalitaire. Des gouvernements policiers s'installent à peu près partout, au point qu'à l'exception de la Tchécoslovaquie, il n'y a pas de vraie démocratie (...).

Dans le même temps, dans un grand nombre de pays éloignés des frontières russes, et à travers le monde entier, les cinquièmes colonnes communistes s'installent et travaillent dans une unité complète et avec une obéissance absolue aux directives du centre communiste (...).

Je ne crois pas que la Russie désire la guerre. Ce qu'elle désire, ce sont les fruits de la guerre et une expansion illimitée de sa puissance et de sa doctrine. Mais ce que nous devons examiner ici aujourd'hui, alors qu'il est encore temps, c'est le moyen d'empêcher la guerre de façon permanente, et d'établir dans tous les pays, aussi rapidement que possible, les prémices de la liberté et de la démocratie (...).

J'ai appris, pendant la guerre, à connaître nos amis et alliés russes. Je suis convaincu qu'il n'y a rien au monde qu'ils admirent autant que la force, et rien qu'ils respectent moins que la faiblesse militaire."

- 1) Introduction : présenter le document et son auteur, le contexte dans lequel il s'inscrit et son thème principal.
- 2) Quelles intentions Churchill prête-t-il à Staline ? Sur quels faits s'appuient-ils pour démontrer son point de vue ?
- 3) Dans quel but Churchill prononce-t-il ce discours ? Quel détail montre cependant que la guerre froide n'a pas encore commencé ?
- 4) Conclusion : En quoi ce discours est-il important pour la compréhension des origines de la Guerre froide ?

- 1) Introduction : présenter le document et son auteur, le contexte dans lequel il s'inscrit et ses thèmes principaux.

Il s'agit d'un discours prononcé le 5 mars 1946 à Fulton (Etats-Unis), par Winston Churchill, en présence du président Truman. A la date du discours, Winston Churchill n'est plus le Premier ministre britannique (il ne l'est plus depuis juillet 1945) mais il garde une grande influence morale (du fait qu'il a été le Premier ministre britannique pendant toute la Seconde Guerre mondiale et a participé à toutes les grandes conférences du temps de guerre comme Yalta).

Dans ce discours, Churchill dénonce les volontés expansionnistes qu'il croit déceler dans la politique extérieure soviétique menée par Staline.

2) Quelles intentions Churchill prête-t-il à Staline ? Sur quels faits s'appuient-ils pour démontrer son point de vue ?

Churchill prête à l'URSS de Staline l'intention d'une « expansion illimitée de sa puissance et de sa doctrine » c'est-à-dire de vouloir propager son régime politique, le Communisme, bien au-delà des frontières de l'URSS et de vouloir étendre sa domination partout où cela est possible.

Selon lui, c'est le cas en Europe orientale, occupée par l'Armée rouge. Il considère en effet qu'un « rideau de fer » (frontière fermée, matérialisée par des barbelés, des champs de mines ...) « est descendu sur le continent » européen entre « Stettin », port de la Baltique annexé récemment par la Pologne, et « Trieste », port italien sur l'Adriatique, frontalier de la Yougoslavie communiste.

A l'Est de ce « rideau de fer », la Pologne (« Varsovie »), la Tchécoslovaquie (« Prague »), l'Est de l'Allemagne (« Berlin »), l'Autriche (« Vienne »), la Hongrie (« Budapest »), la Yougoslavie (« Belgrade »), la Roumanie (« Bucarest »), la Bulgarie (« Sofia ») s'apprête, selon lui, à devenir communiste et à être inféodé à Moscou.

Les règles de la démocratie ne sont pas, selon lui, respectées dans ces pays. Les Gouvernements qui y ont été mis en place ne sont pas représentatifs. Les Communistes y ont une place primordiale, hors de proportion avec leur influence électorale et ils cherchent à en profiter pour imposer à ces pays le système de gouvernement « totalitaire » propre au Communisme.

Enfin, Churchill laisse entendre que Staline pourrait ne pas s'arrêter à l'Europe orientale en signalant dans le troisième paragraphe, l'existence de « cinquième colonne communiste » recevant leurs instructions de Moscou. Il fait sans doute ici notamment référence à la vigueur électorale des partis communistes français et italiens (voir intro) qui pourrait amener ces deux pays à connaître le même sort que les pays d'Europe orientale).

(NB : Dans le cas d'un devoir, il faudrait évidemment nuancer les propos de Churchill. Par exemple, la Yougoslavie devient bien communiste mais elle garde son indépendance vis-à-vis de Moscou. Tito a en effet libéré son pays seul et il n'y a pas de troupes soviétiques en Yougoslavie. De plus l'Autriche ne deviendra jamais communiste. De surcroît, à la date du texte, seules la Yougoslavie et l'Albanie ont des régimes communistes, les autres pays sont dirigés par des gouvernements de coalition où les communistes sont plus ou moins puissants, mais tiennent en main quelques ministères clés comme la police.

A joutons en fin que l'audience des partis communistes en Europe orientale n'est pas aussi faible que ne le dit Churchill. Ainsi, le parti communiste recueille 38% des voix lors des élections organisées en 1946, en Tchécoslovaquie. Il reste qu'il est difficile de mesurer l'audience exacte des partis communistes vu que les élections libres promises à Yalta par Staline n'ont lieu qu'en Hongrie et en Tchécoslovaquie)

3) Dans quel but Churchill prononce-t-il ce discours ? Quel détail montre cependant que la guerre froide n'a pas encore commencé ?

Ce n'est pas un hasard si Churchill choisit de développer son argumentaire en présence du Président américain Harry Truman. Il veut le convaincre de la nécessité d'endiguer les progrès du Communisme, notamment en Europe orientale. La doctrine Truman, qui sera décidée un an plus tard, est déjà contenue dans ce discours.

Néanmoins, il faut éviter d'être anachronique. Churchill n'est pas encore disposé à prêcher la rupture. Il qualifie en effet les Soviétiques d'« amis » et d'« alliés ». Il cherche en fait à convaincre le Président américain de ne pas retourner à l'isolationnisme comme semble l'indiquer l'évacuation progressive des forces américaines d'Europe occidentale, annoncé par Roosevelt à Yalta. Il compte en effet sur le contre poids américain en Europe, matérialisé par une présence importante de forces armées, pour rendre Staline plus raisonnable dans ses visées expansionnistes.

4) Conclusion : En quoi ce discours est-il important pour la compréhension des origines de la Guerre froide ?

Il montre que bien avant la rupture de 1947, Churchill entretient des soupçons vis-à-vis de l'Union soviétique.

Il faudrait d'ailleurs préciser que :

- ses soupçons sont bien antérieurs à son discours de Fulton même si c'est la première fois qu'il les expose officiellement, en public. Les archives nous montrent en effet que Churchill les avaient exposés précédemment en privée, dans un message personnel adressé au Président Truman, le 12 août 1945.

Message de Churchill au président Truman, 12 mai 1945

"(...) J'ai toujours travaillé pour l'amitié avec les Russes mais, comme vous, j'éprouve une inquiétude très vive en raison de leur interprétation erronée des décisions de Yalta, de leur attitude envers la Pologne, de leur influence écrasante dans les Balkans, la Grèce exceptée, des difficultés qu'ils créent au sujet de Vienne, de la combinaison de leur puissance dans les territoires occupés ou contrôlés par eux avec l'emploi de la tactique communiste dans tant d'autres pays, et surtout de la possibilité qu'ils ont d'entretenir pendant longtemps d'immenses armées en campagne. Quelle sera la situation dans un an ou deux ? A cette date les armées américaines et britanniques auront fondu, les Français ne seront pas encore organisés sur une grande échelle, et nous ne disposerons que d'une poignée de divisions, en grande partie française, tandis que la Russie sera libre de décider qu'elle peut en garder 200 à 300 en service actif ?

Un rideau de fer s'est abaissé sur leur front. Nous ignorons tout de ce qui se passe derrière. Il semble bien probable que l'ensemble des régions situées à l'Est de la ligne Lübeck - Trieste - Corfou sera bientôt complètement entre leurs mains. Il faut y ajouter les vastes territoires conquis par les armées américaines entre Eisenach et l'Elbe qui, je suppose, seront occupés par les Russes dans quelques semaines, lorsque vos troupes s'en retireront."

Extrait de Winston Churchill "Mémoires sur la 2e Guerre mondiale", tome VI, 1953

- Son message du 12 mai 1945, laisse entendre d'ailleurs, qu'au moins une partie de ces soupçons sont partagés par le Président américain (« comme vous, j'éprouve une inquiétude très vive ... »)

- Enfin, il n'est sans doute pas anodin que la sonnette d'alarme soit tirée par un Britannique. Sans doute, dans le but de ne pas pousser les Américains à renoncer à l'évacuation de leurs troupes d'Europe, Staline ne s'attaque qu'aux intérêts britanniques (guerre civile en Grèce,

Turquie, ... etc) et se montre très prudent dans le processus de communisation de l'Europe orientale.

QUE RETENIR DE TOUT CELA ?

En bref, la Guerre froide découle de l'inquiétude croissante des Etats-Unis devant la progression (ou les tentatives de progression) du communisme :

- des guerres civiles éclatent entre Communistes et non-Communistes en Chine et en Grèce. (En Grèce, après le débarquement des britanniques et le départ des Allemands fin 1944, les Britanniques veulent désarmer les milices communistes qui refusent. A partir de 1946, ils s'opposent au gouvernement royal et une guerre civile s'installe.)

Les Etats-Unis s'inquiètent également des volontés expansionnistes de Staline en Iran et en Turquie :

- Depuis 1941, l'Iran était occupée au Nord par l'URSS et au sud par la Grande-Bretagne mais on s'était mis d'accord pour l'évacuer dès la fin de la guerre. Le moment venu les Anglais évacuèrent leur zone au sud de l'Iran, mais les troupes soviétiques restèrent dans le Nord du pays où, en décembre 1945, deux républiques autonomes furent proclamées. En même temps le parti communiste tentait de s'emparer du pouvoir à Téhéran; en mars 1946 des mouvements de troupes soviétiques avaient lieu: 200 chars étaient massés dans le Nord de l'Iran, prêts à foncer sur Téhéran. Finalement, l'Iran réussit grâce au soutien anglo-saxon à résister aux pressions soviétiques et, en avril 1946, Staline céda et ordonna l'évacuation de ses troupes.
- La Turquie a été neutre jusqu'en février 1945, date à laquelle elle se range du côté des alliés. C'est alors que Staline veut réaliser une vieille ambition russe : le contrôle des détroits (Bosphore et Dardanelles) et réclame la révision de la convention de Montreux, signée en 1936, qui confie la défense des détroits à la Turquie tout en prévoyant leur fermeture en cas de conflit. En 1946, l'URSS réclame à la Turquie le droit de participer avec elle à la défense des détroits. Les Anglo-saxons inquiets fournissent aussitôt une importante aide militaire à la Turquie qui est précipitée aussitôt dans le camp occidental.
- En Europe centrale et orientale, occupé par l'Armée rouge, Staline ne respecte pas à la lettre les accords de Yalta. Sauf en Hongrie en 1945 et en Tchécoslovaquie en 1946 (avec certaines limites), les élections libres n'eurent jamais lieu. A l'abri du « rideau de fer » dénoncé par Churchill, dans son discours de Fulton du 5 mars 1946, les Soviétiques agissent à leur guise. Sauf en Albanie où l'adoption du régime communiste est achevée en 1946, Staline s'y montre prudent (pour ne pas trop inquiéter les Américains). Il se contente de gouvernement d'Union nationale auquel les Communistes locaux participent mais se réservent les postes clés (Ministères de la défense et de l'Intérieur) et, aidé de l'Armée rouge, agisse en sous-main tente pour l'adoption du régime communiste.
- Enfin, les Etats-Unis s'inquiètent de l'influence des partis communistes en Europe de l'Ouest (France et Italie ; voir cours introductif).

C'est que les difficultés économiques et sociales jouent en faveur de la propagande communiste. En 1947, les Etats-Unis décident de donner un coup d'arrêt aux prétentions soviétiques. Ce sera la doctrine Truman que nous verrons dans le prochain point. Mais avant de l'évoquer il faut faire un sort à une autre vision des origines de la guerre froide.

Certains Historiens insistent sur l'inquiétude qu'aurait suscité chez les Soviétiques la politique américaine de 1945 - 1946 :

- il y a d'abord les bombes atomiques américaines lancées sur Hiroshima et Nagasaki en août 1945.
- L'attitude des Américains en Allemagne. Ceux-ci décident très vite, conjointement avec les Britanniques, d'arrêter les démontages (mai 1946) et de fusionner leur zone (juillet 1946), sans doute pour des motifs financiers. Ces actions auraient été interprétées par Moscou comme le signe que Washington voulait le redressement de l'Allemagne, ce qui aurait été source d'inquiétudes pour Staline.

Pour ces historiens, la politique de satellisation des pays d'Europe de l'Est s'expliquerait par la volonté de Staline d'édifier un glacis défensif en Europe orientale.

3) La rupture de 1947 et la formation des blocs

L'année 1947 marque la rupture entre les deux grands vainqueurs de la guerre : les Etats-Unis et l'URSS.

Comme nous l'avons souligné, les progrès du Communisme en Europe inquiètent les Américains qui décident de réagir. Cette réaction, c'est le discours du **Président Truman de mars 1947**. Ce discours provoque une réaction soviétique : la **doctrine Jdanov, en septembre 1947**.

Manuel pp.54 et 55

Répondre aux questions de la p.54.

En mars 1947, le Président américain définit la doctrine Truman qui vise à stopper la progression du communisme dans le monde. On a parlé de politique d'endiguement (*containment*).

Persuadés que la pénurie alimentaire et la misère qui règnent en Europe sont les principales causes de l'expansion communiste, les Américains lancent en juin 1947, le plan Marshall. C'est une aide économique et financière de 13 milliards de dollars proposée à tous les pays européens mais que seuls les pays d'Europe occidentale l'acceptent. Les pays bénéficiaires doivent s'unir pour se répartir les crédits (ce sera l'objet de l'OECE, devenu ensuite OCDE), ce qui signifie en réalité une collaboration politique avec les Etats-Unis, ce qui peut expliquer le refus des Soviétiques de l'accepter.

De leurs côtés, les Soviétiques répliquent par la doctrine Jdanov énoncée durant la conférence de Szekesbárhely, en Pologne, du 22 au 27 septembre 1947 (cette conférence réunit tous les représentants de tous les partis communistes d'Europe orientale et ceux des partis communistes français et italien) :

- L'URSS refuse le plan Marshall et enjoint les pays d'Europe orientale qui aurait pu être tenté d'accepter le plan Marshall de faire de même.
- la situation internationale y est présentée comme une opposition entre deux blocs européens inconciliables, celui de la guerre, mené par les Etats-Unis et celui de la paix mené par l'URSS. Pour relayer son action, l'URSS crée le Kominform, bureau de liaison des partis communistes, qui doivent servir de relais à la diplomatie soviétique. C'est pourquoi à partir de l'automne 1947 éclatent des grèves insurrectionnelles en France.

Les Soviétiques finissent d'organiser le bloc oriental :

- d'abord, militairement avec l'achèvement du réseau de traités bilatéraux commencé en 1943 avec la Tchécoslovaquie, poursuivi en 1945 avec la Pologne et la Tchécoslovaquie et terminé en 1948 avec la Hongrie, la Roumanie et la Bulgarie. En

1955, on substituera à ce réseau, le pacte de Varsovie, pacte multilatérale liant les pays d'Europe orientale à l'Union soviétique.

- Ensuite, économiquement, En réponse à la création de l'O.E.C.E. qui deviendra plus tard l'O.C.D.E., l'U.R.S.S. organise en 1949, le C.A.E.M. ou COMECON avec les démocraties populaires.
- Enfin, politiquement. Partout, en Europe orientale, des régimes communistes se substituent aux gouvernements d'union nationale (pour en savoir plus à ce sujet : <http://hypo.ge-dip.etat-ge.ch/www/cliotexte/html/expansion.communiste.html>) Dans ce processus de transformation des Pays d'Europe de l'Est en démocraties populaires, c'est incontestablement le **coup de Prague de février 1948** qui frappe le plus l'esprit des Occidentaux. Les communistes manœuvrent pour prendre le pouvoir. Avec l'accord de l'U.R.S.S., le secrétaire du PC fait appel aux milices populaires et aux masses ouvrières qui font pression dans la rue avec ces manifestations. Le président Beneš cède devant la force et accepte un nouveau gouvernement presque entièrement composé de communistes et démissionne peu après. Le communiste GOTTWALD, premier secrétaire du PC, devient président et la Tchécoslovaquie devient à son tour communiste.

Le coup de Prague a provoqué une grande inquiétude en Europe occidentale :

- C'était en effet l'avènement du Communisme dans un pays considéré comme une vieille démocratie ;
- Surtout, ce coup d'Etat fut réalisé dans un pays qui n'était pas occupé par l'Armée rouge (contrairement aux autres pays d'Europe orientale en dehors de la Yougoslavie mais où Tito était communiste) ce qui inquiéta beaucoup car ce coup d'Etat paraissait reproductible dans des pays d'Europe occidentale où le parti communiste était fort, comme en France ou en Italie.

Le coup de Prague provoque donc l'accélération de l'organisation militaire du bloc occidental :

- le 13 mars, un pacte multilatéral est conclu entre la France, le Royaume-Uni, le Luxembourg, les Pays-Bas et la Belgique. C'était le prélude à la signature du Pacte Atlantique, en avril 1949 entre ces cinq pays européens, le Canada et les Etats-Unis.

Désormais les deux blocs sont organisés.

Conclusion de la Première partie

La Guerre froide est née d'une opposition idéologique entre les deux Grands. Sans prendre parti dans la question de la responsabilité de la rupture de 1947, il est indéniable que la doctrine Truman énoncée en mars 1947 et la doctrine Jdanov énoncée à Szelarska Poreba en septembre 1947 constituent les "déclarations de guerre" de la guerre froide. A partir du début de l'année 1947, les deux blocs s'organisent. Le processus s'achève en 1949 et l'on arrive à la situation présentée par le schéma de la page 74 (partie supérieure)

Comme l'indique ce schéma, l'affrontement entre ces deux blocs ne dégénèrent jamais en conflit direct mais est ponctué de crises internes et externes. Derrière l'apparent désordre des événements présentés par ce schéma, on peut cependant dessiner les grandes phases de cet affrontement. C'est à cette tâche que nous allons maintenant nous atteler, en commençant par la période 1947 – 1975.

II) Les grandes phases de la détente

La période 1947 – 1975 connaît plusieurs phases. Il y a d'abord celle du paroxysme de la guerre froide (parfois désigné par l'expression « guerre froide », définition restrictive du terme) de la rupture de 1947 à la mort de Staline en 1953. Il y a ensuite celle du dégel relatif, période marquée par des accords entre l'Est et l'Ouest mais aussi par des crises graves telles que la construction du mur de Berlin en 1961 et la crise de Cuba en 1962. Il y a pour finir la période de détente marquée par des discussions au sommet entre Américains et Soviétiques.

1) Le paroxysme de la Guerre froide (1947 – 1953)

La période 1947 – 1953 est celle où l'affrontement entre le bloc occidental et le bloc oriental est le plus dur.

Cette période est ponctuée de crises entre les deux blocs :

- La première est celle du **Blocus de Berlin (juin 1948 – mai 1949)**

Document 1 p.63 + rétro couleur sur la crise de Berlin + mémoires d'Adenauer.

A la fin du mois de mars 1948, les Soviétiques se mirent à couper les lignes de communication terrestres les unes après les autres. Le 30, ils exigèrent de contrôler les avions militaires des puissances occidentales, qui opposèrent un refus formel. [...] Lorsque le 20 juin la réforme monétaire entra en vigueur dans les zones occidentales, le trafic interzonal fut interrompu par les Russes ce même jour, le trafic ferroviaire interzonal encore ouvert le 24, et le trafic fluvial le 30. [...] leur but était évident : forcer les Occidentaux à se retirer et faire passer toute la ville sous leur autorité.

Les alliés répondirent à ce défi par l'établissement d'un pont aérien. C'est le 25 juin que commença cette entreprise, la plus grandiose dans l'histoire de l'aviation moderne et qui sauvegarda la liberté des populations de Berlin-Ouest. Entre le 25 juin 1948 et le mois de mai 1949, 1 million et demi de tonnes environ de marchandises les plus diverses, vivres, charbons, matières premières et médicaments, parvinrent ainsi par air. [...]

Dans la nuit du 12 mai 1949 les Russes levèrent le blocus. Leurs buts -briser la résistance des habitants et contraindre les puissances occidentales à abandonner la place - n'avaient pas été atteints. Berlin demeurait le bastion de l'Occident.

K Adenauer, premier chancelier de la RFA, mémoires, 1945-1953 Hachette 1965

- 1) Présentez le document
- 2) Quels faits, le document présente-t-il ? (expliquez en quelques phrases la situation décrite)
- 3) Quel prétexte Staline prend-il pour faire le blocus des zones occidentales de Berlin ? Quels sont d'après Konrad Adenauer, ses véritables intentions ? D'après vous, pourquoi ? Ce point de vue est-il selon vous incontestable ? Pourquoi ?
- 4) Comment ce blocus se termine-t-il ? D'après le manuel quelles sont les conséquences de cet événement ?

Les faits :

Conformément aux accords de Yalta, le territoire allemand et la ville de Berlin était divisée en quatre zones d'occupation (Etats-Unis, France, Royaume-Uni et URSS). Cependant les zones d'occupation occidentales de Berlin se trouvaient en plein milieu de la zone d'occupation soviétique. En juin 1948, les Soviétiques coupent les voies d'accès qui relient les zones

occidentales en Allemagne des zones occidentales de Berlin (d'où le nom de « blocus de Berlin », donné à cet événement.

Les Américains organisent alors un pont aérien qui permet de ravitailler les zones occidentales de Berlin et qui rend donc le blocus des soviétiques inefficace. En mai 1949, Staline décide de lever le blocus.

Les causes (objet de polémique entre Historiens) :

Pourquoi Staline décide-t-il de faire le blocus de Berlin ?

La raison officielle en est l'annonce de la création d'une monnaie, le DM, pour les zones occidentales (unifié de fait du point de vue économique), décision que les Soviétiques jugent être une violation des accords de 1945.

D'autres historiens considèrent que l'annonce de la création du DM par les Occidentaux n'est qu'un prétexte. La véritable intention de Staline aurait été de s'emparer des parties occidentales de Berlin et de remporter ainsi un grand succès sur le bloc occidental. C'est le point de vue des dirigeants occidentaux de l'époque, tels que Truman ou Adenauer qui le développe dans leurs mémoires.

Les conséquences :

La crise du blocus de Berlin fait qu'il n'y a désormais plus d'entente possible entre l'Est et l'Ouest sur la question allemande. Désormais l'Allemagne est divisée (jusqu'en 1990) en deux Etats rivaux :

- A l'Ouest, les Occidentaux créent, à partir de leurs trois zones, la **RFA en mai 1949** avec Bonn **pour capitale. La RFA adhérera à l'OTAN en 1954.**
- **En octobre 1949**, l'U.R.S.S. riposte en transformant sa zone d'occupation en une démocratie populaire, la **R.D.A.** dont la capitale est Berlin-Est. La R.D.A. sera intégrée au pacte de Varsovie, créé en 1955 (alliance militaire, pendant de l'O.T.A.N.), et au C.A.E.M..

Les deux Allemagnes deviennent le symbole de la division de l'Europe (mais attention le mur de Berlin n'est pas construit !!! Il ne le sera qu'en 1961).

- La seconde grande crise de la période est la **Guerre de Corée (1950 – 1953)**
Document 2 p.63

Les faits

En 1945, après le départ des Japonais, la Corée avait été divisée en deux zones d'occupation, américaine et soviétique. En 1949, les Etats-Unis et l'Union soviétique évacuèrent leurs troupes laissant derrière eux deux Etats concurrents :

- au nord, la Corée du Nord (sic !) et son régime communiste dirigé par Kim Il Sung (capitale Pyongyang)
- au sud, la Corée du sud et son gouvernement autoritaire dirigé par Syngman Rhee.

Le 25 juin 1950, la Corée du Nord attaque la Corée du sud. Le but affiché par Kim Il Sung est de réunifier la Corée sous sa direction. Il est sans doute encouragé par la victoire des Communistes en Chine en 1949 (création de la République Populaire de Chine) et reçoit le soutien matériel de Staline qui a, pourtant longuement hésité avant de donner son aval.

Après la victoire des Communistes en Chine, les Etats-Unis se doivent de réagir. Profitant de la politique de la chaise vide pratiquée par les Soviétiques à l'ONU pour protester contre la non-reconnaissance de la Chine communiste, les Américains obtiennent du Conseil de sécurité de l'ONU non seulement une condamnation de l'agression nord-coréenne mais également l'envoi

de troupes (principalement américaines mais complétées par des régiments issus de 15 nations dont la France) pour repousser l'invasion.

Le conflit dure trois ans et fait un million de morts. Dans un premier temps (juillet-novembre 1950), le général en chef des troupes onusiennes, le Général MAC ARTHUR repousse les envahisseurs puis conquiert la partie Nord du pays.

Cependant, en novembre 1950, l'intervention de 500 000 « volontaires » chinois oblige les troupes américaines sous bannière de l'O.N.U. à reculer. MAC ARTHUR envisage d'utiliser l'arme atomique pour faire reculer les Chinois mais TRUMAN qui redoute un conflit général refuse. Le front finit par se stabiliser sur le 38° parallèle, frontière initiale des deux pays.

Un armistice est finalement conclu en 1953, après la mort de Staline, à Pam Mun Jon. On en revient à la position de départ. La Guerre de Corée reste sans vainqueur, ni vaincu (Notez qu'elle dure encore officiellement aujourd'hui puisque aucun traité de paix n'a été encore signé entre la Corée du Nord et la Corée du sud)

Les conséquences :

On a craint en Occident que l'attaque de la Corée du Nord ne soit en fait que le prélude à une offensive de l'Est contre l'Ouest. Certains ont d'ailleurs fait ressortir combien les situations de départ étaient semblables à celle de l'Allemagne divisée en deux Etats et l'on a craint une attaque imminente de la RDA contre la RFA (d'autant que la RDA avait été réarmée de fait par les Soviétiques avec une police militarisée équipée d'armements lourds tels que des chars !). On sait aujourd'hui que ces craintes n'étaient pas fondées car Staline n'avait pas de tels projets.

Il reste que l'attaque nord-coréenne crée un vent de panique dans le bloc occidental. Cela se traduit d'abord par un **renforcement militaire du bloc occidental** :

- Aux Etats-Unis, les dépenses militaires passèrent de 12 milliards de dollars en 1949 à 22 en 1951, 44 en 1952 et culminèrent à 50 milliards en 1953 (soit 15 % du PNB). Les effectifs augmentèrent de 50 % et passèrent à 3,5 millions d'hommes. L'effort nucléaire fut également considérablement accru: on passa de 200 bombes en 1949 à 873 en 1953 et 1 418 en 1954. On entra ainsi dans l'ère de l'abondance nucléaire
- Autre exemple important, pour mieux protéger l'Europe occidentale en cas d'attaque du bloc oriental, on crée l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord) c'est-à-dire une organisation militaire intégrée sous commandement américain, meilleur moyen, aux yeux des dirigeants de l'Europe occidentale, de s'assurer la protection américaine en cas de reproduction du modèle coréen. Le premier général en chef en est Eisenhower, celui-la même qui avait commandé le débarquement de Normandie.
- Dans le même but, on décide également du réarmement allemand.

Deuxième conséquence de l'affaire coréenne, il y a une augmentation de l'anti-communisme en Occident. Celui-ci atteint son paroxysme avec le maccarthysme aux Etats-Unis, « chasse aux sorcières » engagée dans tous les milieux par le Sénateur Mc Carthy (on traque de prétendus agents communistes partout, dans la fonction publique, dans les médias et même à Hollywood).

Enfin, elle amène un nouveau raidissement américain qui, après la doctrine de l'endiguement, adopte une nouvelle stratégie : le refoulement ou "Roll Back". Il ne s'agit plus officiellement d'empêcher la progression du Communisme mais de la refouler. Il s'en suit une véritable « pactomanie » De nombreux traités comparables au Pacte atlantique de 1949 sont signés :

- Traité bilatéral avec le Japon, en 1951,
- Traité bilatéral avec la Chine Nationaliste en 1951,

- Traité bilatéral avec la Corée du Sud, en 1953,
- Traité bilatéral avec le Vietnam du Sud, en 1954
- OTASE en septembre 1954 (Organisation du Traité de l'Asie du sud-Est)
- Pacte de Bagdad en février 1955, au Moyen Orient
- et de nombreuses bases militaires sont disséminées de par le monde (notamment au Japon)

L'année 1953 marque donc le paroxysme de la Guerre froide. Le blocus de Berlin a rendu tout accord improbable entre les deux blocs tandis que la guerre de Corée a attisé la haine du communisme en Occident et renforcer la course aux armements.

En mars 1953 cependant, Staline meurt. Cet événement est-il susceptible de faire baisser la tension entre les deux blocs ? C'est à cette question que nous allons maintenant essayer de répondre.

2) Un dégel relatif ponctué par des crises (1953 – 1962)

Pourquoi parle t-on d'un dégel ?

Parce qu'après la mort de Staline en mars 1953, un certain nombre de conflits opposant les deux blocs trouvent une solution :

- L'armistice coréen est signé en juillet 1953
- On se met enfin d'accord sur les termes du traité de paix avec l'Autriche (en suspens depuis 1947) en 1955

Comment expliquer ce dégel ?

- il y a d'abord **l'immense espoir d'amélioration des relations Est-Ouest** qu'a suscité la mort de Staline dans les opinions publiques occidentales et les dirigeants occidentaux. L'espoir est d'autant plus grand que le successeur de Staline, Nikita Khrouchtchev (qui s'est imposé en 1955 après une lutte pour le pouvoir qui l'a notamment opposé à Beria) dénonce les crimes de Staline lors du XXème Congrès du PCUS, en 1956.
- il y a surtout le **changement de stratégie soviétique initié par Nikita Khrouchtchev**. Jusque là en effet, Staline considérait la guerre entre l'Est et l'Ouest comme inévitable. Or, dans son discours au XXème Congrès du PCUS en 1956 (celui où il condamne les crimes de Staline), Khrouchtchev définit de nouveaux principes pour la politique étrangère soviétique : la « **coexistence pacifique** ».

De quoi s'agit-il ?

= document 4 p.63.

- 1) Question du manuel (en quoi la ligne politique définie par Khrouchtchev s'éloigne-t-elle de la politique menée jusque là par l'URSS ?)
- 2) Quels sont les cinq principes majeurs de cette nouvelle doctrine ?
 - respect mutuel de l'intégrité territoriale et de la souveraineté
 - non-agression
 - non-ingérence dans les affaires intérieures
 - égalité et avantage réciproque
 - coexistence pacifique et coopération économique.

En clair, Khrouchtchev propose aux Américains le statu quo. Chacun conserve son modèle idéologique, chacun reste maître de sa zone d'influence, l'autre s'engageant à ne pas intervenir dans les affaires de l'autre camp. Il s'agit en fait d'un condominium sur le monde. D'ailleurs, signe du dégel, Khrouchtchev se rend aux Etats-Unis en 1959 où il peut développer à loisir sa nouvelle rhétorique.

- **Troisième raison du dégel** (et de l'oreille attentive que les Américains ont eue vis-à-vis des propositions soviétiques), les deux Grands doivent faire face à quelques **tensions dans leur bloc respectif**. Il est tant peut-être de faire un peu de ménage chacun chez soi :
 - Côté soviétique, on peut signaler la répression des émeutes est-allemandes des 16 et 17 juin 1953 et surtout l'intervention des forces du pacte de Varsovie à **Budapest en 1956** (voir doc. 6, p.64).
 - Côté américain, en novembre **1956 la France et le Royaume Uni**, qui veulent prouver qu'elles sont encore des puissances avec lesquelles il faut compter, s'engagent dans **l'expédition de Suez** (voir doc 7, p.64) .

L'affaire de Suez

C'est une expédition punitive menée par les forces franco-britanniques contre l'Egypte du Colonel Nasser, au pouvoir depuis 1952. Celui-ci, pour sortir l'Egypte du sous-développement, souhaite mener une politique de grands travaux qui passe par la construction du barrage d'Assouan. Or les fonds manquent. Nasser s'adresse donc à la France et au Royaume Uni, principaux actionnaires de la Compagnie du canal de Suez. Les deux puissances refusent car Nasser mène une politique très violemment anti-israélienne et soutient la lutte du peuple algérien pour son indépendance. Face à ce refus, le 26 juillet 1956, Nasser nationalise la Compagnie du Canal de Suez.

La Réaction franco-britannique ne se fait pas attendre. Le Royaume Uni et la France se mettent d'accord avec Israël pour que celle-ci attaque l'Egypte afin que les deux pays aient un prétexte pour envahir le canal.

Ainsi fut fait mais l'intervention britannique se heurte à l'opposition de l'URSS qui envoie un ultimatum au RU et à la France les menaçant d'utiliser la bombe atomique et surtout à celle des Etats-Unis qui interviennent sur les marchés boursiers pour faire baisser la Livre Sterling et mettre le Royaume-Uni à genoux. La tactique américaine s'avère payante. Les Britanniques s'inclinent finalement bientôt suivi par les Français.

L'affaire de Suez est importante à un triple point de vue :

- elle démontre qu'il existe désormais une certaine complicité des deux supergrands pour continuer à se partager le monde.
- Elle démontre qu'il n'y a désormais plus de liberté d'action d'une tierce puissance : la France et le RU sont bien obligés de constater qu'elles ne peuvent plus agir librement sans le consentement des deux supergrands. Elles sont désormais des puissances secondaires et d'ailleurs les prochaines réunions au sommet ne se feront plus à quatre mais à deux (Etats-Unis et URSS)
- Enfin, l'affaire de Suez a permis à l'URSS de faire passer au second rang son intervention en Hongrie.

Néanmoins, il ne faut pas exagérer la portée de ce dégel car :

- la course aux armements se poursuit entre les deux Grands. Dans les années 50, l'URSS a rattrapé les Etats Unis dans le domaine nucléaire (bombe A en 1949, bombe H en 1953). L'URSS devance même les Etats-Unis dans le programme spatial, avec le lancement de Spoutnik I en avril 1957. Avec ces fusées, les préavis d'attaque sont considérablement réduits (bombardier B-52 américains, 2 à 3 heures, missiles soviétiques, 30 minutes).

En outre, les deux Grands développent la construction de sous-marins nucléaires lance-missiles qui ont l'avantage d'être non repérable ce qui rend impossible la destruction de la totalité des forces nucléaires de l'adversaire, contribuant à mettre en place ce qu'on a appelé l'équilibre de la terreur.

Surtout le dégel est tout à fait relatif car la période est ponctuée de crises graves :

- la première crise est la **construction du mur de Berlin en 1961**

Les faits : Dans la nuit du 12 au 13 août, le gouvernement de RDA (en fait Khrouchtchev) fait édifier un mur le long de la ligne de démarcation qui sépare l'Allemagne de l'Est des zones d'occupation occidentales de Berlin.

Les causes : Le but de ce mur est de mettre fin à l'émigration des Allemands de l'Est vers l'Ouest, via les secteurs d'occupation occidentaux. On estime à 11 millions le nombre de personnes qui ont fui la RDA en 11 ans, depuis 1948-1949. Au moment de la construction du mur, le flot quotidien se situait autour de 2000 personnes par jour.

Il faut cependant noter que la construction du mur est précédée et suivie par de fortes tensions entre Soviétiques et Occidentaux à propos de Berlin Ouest. Le mur n'est en effet qu'un pis-aller pour Khrouchtchev. Depuis la fin de l'année 1958 en effet, Khrouchtchev cherche à chasser les Occidentaux de Berlin-Ouest (dans le but de se débarrasser de cette vitrine du capitalisme et d'endiguer le flot d'émigrés). A plusieurs reprises, il menace les Occidentaux de signer un traité de paix avec la RDA qui serait désormais responsable des voies d'accès à la partie occidentale de Berlin. Or, Ulbricht (qui dirige à l'époque la RDA) annonce, à plusieurs reprises, que dans un tel cas il les fermerait. Pour les Occidentaux, cela signifierait la fin de leur zones d'occupation à Berlin-Ouest ou bien la guerre contre le bloc communiste (un nouveau pont aérien paraissant irréalisable). C'est la détermination affichée par Kennedy, élu Président en novembre 1960, avant et après la construction du mur (voir par exemple, son célèbre discours « Ich bin ein Berliner » en juin 1963) qui fait reculer Khrouchtchev. Celui-ci se contente finalement de cette solution pour arrêter l'exode est-allemand. Les Occidentaux sont, pour leur part, soulagés d'où leur faible réaction devant la construction de ce mur. (On est d'ailleurs peut-être passé aussi près de l'affrontement Est-Ouest qu'à Cuba.)

- la seconde crise est la **crise de Cuba en octobre 1962**

Documents de la page 65

Les origines

En 1959, le dictateur cubain Batista est renversé par Fidel Castro. Ce dernier doit faire face à l'hostilité des Etats-Unis qui ne ménagent pas leurs efforts pour le renverser. C'est ainsi par exemple, qu'en 1961, les Américains soutiennent le débarquement d'opposants cubains à la baie des cochons. C'est un échec.

Castro n'a donc d'autres choix que de se tourner vers l'URSS. Khrouchtchev envoie non seulement des troupes mais commencent à installer sur l'île des missiles nucléaires. L'objectif est double : protéger l'île mais aussi disposer d'une force de frappe nucléaire capable de toucher rapidement les principales villes du sud des Etats-Unis (NB : les recherches récentes ont montré que la portée des missiles n'étaient pas de 1800 kms comme l'affirme le document 9 du manuel mais de 4000 kms ce qui permettait de toucher les deux tiers du territoire américain. Mais c'est trop récent pour les correcteurs du BAC !)

Le déroulement

En octobre 1962, les Etats-Unis acquièrent la certitude, (grâce aux photographies prises par leurs avions U2) que les Soviétiques sont en train d'installer des missiles nucléaires à Cuba. Après quelques hésitations sur la conduite à adopter (invasion de Cuba, frappes aériennes sur les sites d'installations des missiles, ou blocus), Kennedy réagit en lançant un ultimatum à Khrouchtchev exigeant le démontage des missiles et l'arrêt des bateaux soviétiques chargés de missiles en route pour Cuba. Il ordonne de mettre Cuba en « quarantaine » c'est-à-dire de faire le blocus de l'île. Le problème est que, de son côté, Khrouchtchev n'entend pas céder et ne rappelle pas l'ensemble des bateaux en route pour Cuba. Il s'en suit une semaine de suspens où l'on se demande qui des deux Grands va céder et si la situation ne va pas dégénérer en guerre nucléaire.

Finalement un compromis est trouvé. Khrouchtchev rappelle ses navires et accepte de démanteler ses missiles de Cuba contre la promesse américaine de ne jamais envahir Cuba et contre la promesse officieuse d'un démontage des missiles américains installés en Turquie.

Les conséquences

Cette crise est d'une importance capitale. Elle a marqué d'une certaine manière le sommet de la guerre froide. La crise de Cuba fait prendre conscience aux deux Grands des risques d'une apocalypse nucléaire, elle leur fait prendre conscience de ce qu'on a appelé « l'équilibre de la terreur ». Par la suite, plus jamais, on se retrouvera si près du gouffre nucléaire. D'ailleurs, la première conséquence à court terme de la crise de Cuba est la mise en place d'une ligne directe entre le Kremlin et la Maison blanche du « téléphone rouge » (c'est en fait un telex) afin d'éviter tout malentendu en cas de nouvelle crise grave.

De fait, la crise de Cuba ouvre une nouvelle ère dans les relations entre les Etats-Unis et l'Union soviétique : la détente.

3) La Détente (1963 – 1975)

On parle de détente car, après la crise de Cuba, Américains et Soviétiques s'engagent dans la voie du dialogue.

Pourquoi la détente ?

Cette détente s'explique d'abord, nous l'avons vu, par la prise de conscience par les deux Grands du risque d'apocalypse nucléaire après la crise de Cuba; aucun des deux ne sortirait vainqueur d'un conflit nucléaire.

La course aux armements a de ce fait moins de sens d'autant qu'elle est coûteuse : bombes A, bombes H, sous-marins nucléaires, recherches militaires ...

Enfin, l'instauration du dialogue américano-soviétique officialise le condominium des deux Grands sur le monde alors même que celui-ci est remis en cause par la contestation du leadership de chacun d'eux à l'intérieur de leurs blocs respectifs :

- A l'intérieur du bloc occidental, la construction européenne (signature du traité de Rome en 1957) fait naître une nouvelle puissance économique distincte des Etats-Unis.

L'autorité américaine est surtout contestée par le Général de Gaulle, au pouvoir en France, de 1958 à 1969. Ce dernier mène en effet une politique étrangère d'indépendance nationale. Sans dénoncer son appartenance au bloc occidental (en 1962, lors de la crise de Cuba, il assure Kennedy que la France entrera en guerre aux côtés des Etats-Unis si la crise tournait mal), il prend un certain nombre de position en rupture avec les positions américaines. C'est ainsi qu'il dote la France d'une force nucléaire indépendante en 1961 (la Grande-Bretagne est puissance nucléaire depuis 1952 mais accepte la prééminence américaine dans ce domaine), multiplie les contacts avec les pays d'Europe de l'Est, reconnaît la Chine en 1964 et quitte l'OTAN en 1966 (mais reste signataire du pacte atlantique).

- A l'intérieur du bloc oriental, l'autorité de l'URSS est également contestée.

Elle l'est d'abord par la Chine qui rompt avec Moscou en 1961. Mao refuse en effet la doctrine de coexistence pacifique et accuse Khrouchtchev de « défaitisme » (de mollesse face à l'Occident. Cette rupture va d'ailleurs en s'aggravant et tourne peu à peu à l'hostilité. Ainsi, en 1969, des incidents graves ont lieu à la frontière sino-soviétique. L'URSS envisage même des frappes atomiques sur la Chine pour annihiler son potentiel nucléaire (on le sait car ils ont consulté Washington à ce sujet. Les Américains ont répondu négativement)

Des contestations apparaissent également dans les démocraties populaires. C'est le cas à Prague en 1968 où l'URSS et ses alliés du Pacte de Varsovie interviennent militairement pour mettre fin aux velléités libérales de Dubcek (le Printemps de Prague).

Par quoi la détente se traduit-elle ?

Comme nous l'avons dit, elle se traduit par l'instauration d'un dialogue c'est-à-dire de **négociations entre les deux Grands**. Celles-ci concernent notamment la limitation des armements. En 1968, les deux Grands s'engagent dans des négociations sur la limitation des armes stratégiques (Strategic Arms Limitations Talks - SALT). Il s'agit des armes nucléaires à longue portée pouvant atteindre le territoire de chacun des deux Grands. Après de longs pourparlers qui durent 4 ans, Brejnev (qui a succédé à Khrouchtchev en 1964) et Nixon (élu Président en 1968) signent le 26 mai 1972, les accords SALT I. Par la suite ce type de négociations se poursuit, même si ce n'est pas sans avatars (ex : les accords SALT II, signés en 1979, ne sont finalement pas ratifiés par le Sénat américain mais il est vrai qu'on est alors en pleine guerre fraîche, voir sous-point suivant). C'est ainsi que le 22 juin 1973, lors d'un voyage de Brejnev en Amérique, on conclut à l'initiative des Soviétiques, un « accord sur la prévention d'une guerre nucléaire. » Les deux pays s'engagent à ne plus se menacer, ni à utiliser la force et à se consulter si un différend entre eux ou entre des tiers serait susceptible de déboucher sur une guerre nucléaire.

Ce traité peut être considéré, à plusieurs égards, comme l'un des sommets de la détente car l'on semblait chasser à tout jamais le spectre de l'apocalypse nucléaire. Cependant, ce traité peut également être interprété comme une tentative des deux Grands de renforcer leur condominium sur le monde. Certains dirigeants européens l'ont en tous cas pensés à l'époque.

L'accusation n'est d'ailleurs pas sans fondement. La détente est en effet synonyme de **collaboration** entre les deux Grands, notamment quand il s'agit de sauvegarder leur monopole nucléaire (ou du moins, de **limiter la prolifération nucléaire**). C'est ainsi qu'en 1963, 100 pays signent sous leur égide un traité interdisant les expériences nucléaires dans l'atmosphère (la France, puissance nucléaire trop récente pour se permettre d'arrêter ces tests et la Chine qui est entrain de mettre au point leur propre bombe refusent évidemment de signer. Cela est en même temps une illustration de la contestation de l'autorité des deux Grands.) Il s'agit par ce traité, sous couvert de considérations environnementales et de paix, d'empêcher d'autres pays de parvenir au statut de puissances nucléaires. Surtout, en juillet 1968, c'est le

traité de non prolifération nucléaire qui constitue en quelque sorte l'aboutissement de cette politique (Evidemment ce traité n'est signé ni par la Chine, ni par la France, ni par l'Inde qui vient renforcer les rangs des contestataires).

Enfin, la période voit une coopération économique limitée s'instaurer entre les deux Grands. Ainsi, en 1972, les deux pays signent un traité de commerce où l'URSS échange son pétrole et son gaz naturel contre des produits agricoles et de la haute technologie. La coopération concerne également l'Espace : en 1975, la capsule américaine Apollo et la capsule soviétique Soyouz se rencontrent dans l'espace.

L'année 1975 marque l'apogée de cette période de détente avec la signature des accords d'Helsinki entre les pays membres de l'Alliance atlantique et les pays membres du Pacte de Varsovie. Ces accords contiennent trois volets (traditionnellement appelés « corbeilles »)

- un accord politique par lequel les Occidentaux reconnaissent les frontières de l'Europe orientale issues de la Seconde Guerre mondiale (et notamment de la fameuse frontière germano-polonaise sur l'Oder-Neisse, objet de différends aux conférences de Yalta et de Potsdam)
- un accord économique qui prévoit la poursuite de la coopération économique
- une troisième « corbeille », synonyme adhésion solennelle des signataires au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

On considère que cet accord était à l'avantage de l'Union soviétique. Les Occidentaux auraient échangé des « réalités » (reconnaissance des frontières d'Europe orientale jusque là contestées, poursuite d'une coopération économique à son avantage et à celle de l'Europe de l'Est de par les transferts de technologie qu'elle signifiait) contre des « promesses » (le respect des droits de l'Homme). Il est vrai qu'à court terme, les pays du bloc de l'Est ne changèrent guère d'attitude sur le plan intérieur mais à long terme, les recherches récentes semblent montrer que ces accords jouèrent un rôle dans la disparition du bloc soviétique en 1991 car les « dissidents » purent s'appuyer sur ce texte pour justifier de leurs aspirations démocratiques (au sens occidental du terme).

Notons enfin que cette détente a des répercussions importantes en Europe, non pas seulement à travers les accords d'Helsinki mais également du fait de l'*Ostpolitik* du chancelier allemand Willy Brandt. En 1969, le nouveau chancelier allemand social-démocrate, Willy Brandt met un terme à la politique très rigide menée par son prédécesseur (K. Adenauer) envers la RDA. Avec son "Ostpolitik", Brandt inaugure la détente avec les pays de l'Est qui se traduit notamment par une reconnaissance mutuelle mais limitée entre la RFA et la RDA en 1972 (limitée car on n'échange pas d'ambassadeurs mais des "représentants permanents"). De nombreux pays occidentaux reconnaissent alors la RDA qui est admis à l'ONU en même temps que la RFA, en 1973.

Les limites de la détente

Il reste que la détente ne met pas totalement fin à la rivalité entre les deux Grands qui continuent à s'affronter par pays interposés ou mouvements interposés dans le cas de guerre civile.

Le conflit le plus important de cette époque est la guerre du Vietnam

Selon les accords de Genève de 1954 qui mettent fin à la guerre d'Indépendance contre les Français (cf. cours sur la décolonisation), l'ancienne Indochine française s'était retrouvée divisée en trois pays :

- le Laos
- le Cambodge
- et le Vietnam.

D'après ces accords, signés par la France, l'URSS et le Royaume-Uni, le Vietnam était provisoirement divisé en deux parties, séparée par le 17^{ème} parallèle mais serait réunifier en 1956 par l'organisation d'élections libres. Dans les faits, cependant, ces élections n'eurent jamais lieu et chacune des deux parties du pays adoptèrent un régime politique différent :

- le Vietnam du nord, communiste, sous la direction de Hô Chi Minh.
- le Vietnam du sud, dictature pro-américaine.

La politique intérieure très répressive du gouvernement sud-vietnamien suscite bientôt la montée d'une opposition animée principalement par le VietCong (sud-vietnamiens pro-communistes). Le Vietnam du nord entend bien profiter de la situation (Hô Chi Minh et le Vietminh qui avait été les principaux artisans de l'indépendance n'avait pas renoncé à réunifier le pays sous la bannière du communisme). Il appuie l'insurrection et attaque le Vietnam du sud.

En 1964, il apparaît clairement que, sans soutien extérieur, le Vietnam du sud est voué à disparaître. Les Etats-Unis qui jusqu'ici s'étaient contenté d'un soutien militaire limité (4 000 hommes en janvier 1962), décide d'intervenir massivement en faveur du sud-Vietnam (450 000 hommes en 1967^[1]).

Cependant, malgré cette intervention massive et des bombardements intensifs y compris chimique (utilisation par exemple du Napalm^[2]), les Américains ne parviennent pas à emporter la décision. C'est ainsi par exemple, que le 31 janvier 1968 (nouvel an vietnamien), le Vietcong procède à ce que l'on appelle traditionnellement, l'offensive du Têt. Il attaque simultanément plus de 100 villes et bases militaires américaines et réussit à les tenir pendant plusieurs heures.

Plus grave, cette « sale guerre » entraîne une réaction hostile de leur opinion, notamment chez les jeunes (mouvement hippie. Les artistes comme Jimmy Hendrix développe ce sentiment). La contestation atteint bientôt l'ensemble des sociétés occidentales. Sur le plan international, ils sont de plus en plus isolés y compris même, au sein de leur propre camp (cf. le discours du Général de Gaulle de Pnom Penh en septembre 1966).

La Guerre du Vietnam pèse d'un poids très lourd dans les élections américaines de 1968. Le Président démocrate Johnson renonce à se représenter pour un second mandat à cause de la guerre du Vietnam et Nixon se fait élire en promettant de faire la paix au Vietnam.

Amorcé par Johnson, le désengagement américain se poursuit donc sous Nixon. Les Américains cherchent à « vietnamiser » le conflit (le Sud-Vietnam doit démontrer sa combativité pour sauvegarder l'indépendance du pays). On commence à négocier avec le nord-Vietnam. Ces négociations entre Kissinger (Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères) et le Duc Tho aboutissent à un cessez-le-feu puis à un traité de paix signé à Paris, en janvier 1973.

Finalement, privé du soutien américain, le Vietnam du sud succombe en 1975 (chute de Saïgon doc.5 et p.112).

La Guerre du Vietnam n'est pas le seul conflit de la détente. Il faudrait également faire un sort aux conflits du Moyen-Orient opposant Israël à ses voisins arabes^[3] où les Etats-Unis soutiennent le premier et l'Union soviétique, les seconds :

- la Guerre des Six jours en 1967 au cours de laquelle Israël s'empare du Sinaï, de Jérusalem Est, de la Cisjordanie et du plateau du Golan syrien.
- La Guerre du Kippour de 1973, où l'Egypte et la Syrie tentent de prendre leur revanche, sans succès. Cette guerre a des répercussions importantes sur le plan international puisque c'est à cette occasion que les pays de l'OPEP (Organisation des

pays Exportateurs de Pétrole) provoquent le premier choc pétrolier (augmentation importante du prix du baril de pétrole.

Même si comme nous venons de la voir, la détente ne signifie pas la fin des guerres périphériques où les deux Grands s'affrontent par pays interposés, il est indéniable que la période 1963 – 1975 est marquée par l'amorce d'un dialogue américano-soviétique qui rend la perspective d'une apocalypse nucléaire de plus en plus improbable. Il reste que cette détente semble avoir davantage profiter à l'Union soviétique. La guerre du Vietnam a en effet affaibli les Etats-Unis tandis que le premier choc pétrolier a fragilisé son économie (cf. chapitre suivant). L'Union soviétique en a au contraire profité pour renforcer sa puissance militaire conventionnelle (non nucléaire) tandis que le premier choc pétrolier a accru ses moyens financiers (elle exporte du pétrole). Elle s'apprête à repasser à l'offensive, ouvrant une nouvelle période de tensions entre l'Est et l'Ouest : la Guerre fraîche.

4) La Guerre fraîche (1975 – 1985)

On appelle cette période la « guerre fraîche » pour rendre compte du regain de tension entre les deux Grands mais pour bien marqué, qu'en même temps, le dialogue continue.

La poussée communiste (1975 – 1979)

L'année 1975 voit une poussée très nette du bloc communiste. De nombreux pays deviennent communistes. Outre le succès de Hô Chi Minh au Vietnam, citons :

- le Cambodge qui voit les Khmers rouges de Pol Pot s'emparer du pouvoir
- le Laos avec la victoire du Pathet Lao communiste sur les royalistes.
- L'Angola et le Mozambique, anciennes possessions coloniales portugaises.

En outre, les Cubains tentent de convertir l'Amérique centrale au communisme(Noter que la volonté d'exporter le Communisme n'est pas nouvelle comme en témoigne la mort de Che Guevara en Bolivie, en 1967 mais ce qui est nouveau ce sont les succès remportés en Amérique centrale) :

- ils appuient un coup d'Etat à Grenade en mars 1979
- victoire des Sandinistes au Nicaragua
- guerrilla pro-cubaine au Salvador.

Ajoutons à cela, l'intervention soviétique en Afghanistan (1979) et l'on sera complet sur la poussée communiste pendant la période.

Les Etats-Unis tardent à réagir devant cette poussée communiste. Les raisons en sont :

- d'abord ce qu'on a appelé le « syndrome du Vietnam ». La guerre du Vietnam constitue un grave revers pour les Etats-Unis. Elle suscite une grave crise morale suscitée par l'engagement massif de sa puissance qui s'est soldé par un échec. En août 1973, le Congrès américain interdit toute intervention militaire du Président sans son autorisation. Or, l'opinion publique et parlementaire américaine n'est pas disposée à donner une telle autorisation. Ainsi, Kissinger (Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères) tenta de réagir sur l'Angola mais se heurta à l'opposition du Congrès.

- Des difficultés intérieures liées à l'affaire du Watergate qui entraîne la démission de Nixon en août 1974, remplacé par Gerald Ford.

- Une économie fragilisée par le premier choc pétrolier
- Surtout, une opinion publique occidentale attachée au maintien de la détente.
- A partir de 1977, un Président des Etats-Unis (Jimmy Carter) attaché au respect des droits de l'homme et peu enclin à se lancer dans un nouvel affrontement avec l'Union soviétique (doc 7 p.112)

La réaction américaine

La réaction américaine commence dès la présidence de Carter, en 1979, en réaction à l'invasion de l'Afghanistan par l'Union soviétique. Elle reste cependant mesurée :

- soutien (envoi d'argent et de matériels militaires) aux Contras (mouvement opposé aux Sandinistes au Nicaragua) et au gouvernement officiel du Salvador contre la guerrilla pro-cubaine.
- Embargo sur les exportations de blé vers l'Union soviétique et boycott des Jeux Olympiques de Moscou en 1980, pour protester contre l'invasion de l'Afghanistan.

La véritable réaction américaine ne vient qu'à partir de 1981 et de l'arrivée à la Présidence de Ronald Reagan (et de son slogan « America is back ») :

- il adopte un discours plus intransigeant désignant l'Union soviétique comme « l'Empire du Mal » (doc 2 p.115)
- surtout, il augmente de façon considérable les crédits militaires, relançant la course aux armements avec la fabrication en série de la bombe à neutrons^[4] et son projet IDS (Initiative de Défense stratégique : Il s'agissait de mettre en place un système de satellites capables d'intercepter les missiles stratégiques soviétiques avant qu'ils ne touchent le territoire américain. Ce projet demandait d'importantes recherches mais aurait constitué un immense avantage pour les Etats-Unis : ils auraient été invulnérables à toute frappe nucléaire soviétique ce qui forçait ces derniers à tenter de mettre en place le même projet)
- son soutien aux Contras et au Gouvernement officiel du Salvador est également plus important. Ajoutons-y celui donné à la résistance afghane (y compris aux fondamentalistes musulmans)

De par son ampleur, cette réaction américaine va contribuer la dislocation du bloc soviétique

5) La dislocation du bloc communiste (1985 – 1991)

L'union soviétique dans une position difficile

A partir du début des années 1980, l'URSS se trouve dans une position difficile. Elle doit faire face :

- à la montée de la contestation dans les démocraties populaires (cf. l'exemple polonais : en 1980, une grève générale éclate et voit la création du syndicat « Solidarité » avec Lech Walesa à sa tête. Les accords de Gdansk signés en août, prévoit une libéralisation de la société polonaise. Moscou parvient cependant à rétablir la situation en décembre 1981, date à laquelle le Général Jaruzelski établit la loi martiale. Le régime communiste ne survit plus que grâce à la répression).
- A l'enlèvement de son armée en Afghanistan
- A la difficulté de suivre le rythme de la course aux armements imposée par les Etats-Unis. L'URSS consacrait entre 20 et 40% de son PNB aux dépenses militaires contre 4 à

6% pour les Etats-Unis.^[5] (doc 4, p.115 ; querelle d'experts sur le pourcentage du PNB consacré aux dépenses militaires)

- La difficulté était d'autant plus grande que tout le système scientifique, technique et économique était en crise. L'explosion de la centrale nucléaire de Tchernobyl, en 1986 en est une illustration alors que le secteur nucléaire avait été, depuis la Seconde Guerre mondiale, la priorité du régime.(doc 10 p.113 + doc.1 p.117, texte de Gorbatchev)

Les réformes de Gorbatchev (*perestroïka*) et détente

Face à cette situation, des réformes sont nécessaires. C'est à cette tâche que va s'atteler Mikhaïl Gorbatchev qui, en 1985, arrive au pouvoir en Union soviétique. Il lance une vaste réforme économique, la *perestroïka*, dont le but est de redresser l'économie soviétique en la modernisant. Il la complète par la *Glastnost* (transparence) qui libéralise de façon limitée l'information.

Pour mener à bien cette réforme, Gorbatchev a besoin de temps et d'argent qu'il entend dégager grâce à un ralentissement de l'effort militaire soviétique. Une détente réelle avec les Occidentaux est donc nécessaire, d'autant plus qu'elle les amènerait à ralentir leurs efforts militaires et qu'elle les inciterait à lui fournir les crédits et la technologie dont il a besoin pour mener à bien ses réformes économiques.

Reagan répond favorablement aux appels de Gorbatchev. Les conférences au sommet se multiplient donc entre les deux Grands entre 1985 et 1989 :

- Genève en 1985 ;
- Reykjavik, en 1986 ;
- Washington, en 1987 ;
- Moscou, en 1988 ;
- Malte, en 1989, (entre Bush et Gorbatchev doc.3 p.117).

Dans un premier temps cependant, les progrès sont avant tout psychologiques. L'Occident est pris d'une véritable « Gorbatchevmania » mais le sommet de Reykjavik est par exemple un échec.

A partir de l'extrême fin de l'année 1987, les choses changent car la situation économique de l'Union soviétique s'aggrave.

- Gorbatchev intensifie ses réformes économiques. On met fin à la planification et on instaure une « économie de marché ».
- Gorbatchev libéralise encore davantage la société soviétique.
- Il incite en outre les démocraties populaires à faire de même. Il déclare par exemple qu'à son sens Solidarité devrait participer au gouvernement polonais ce qui conduit à un accord entre le gouvernement polonais et Solidarité en avril 1989. Celui-ci ouvre la voie à l'organisation d'élections partiellement libres en juillet 1989 (partiellement puisque la moitié des sièges est réservés aux membres du parti communiste polonais)
- Il assouplit la tutelle soviétique sur les démocraties populaire en mettant fin à la doctrine Brejnev (droit d'intervention des pays frères en cas de manquement à la discipline socialiste). Contrairement à ce qu'avaient fait ses prédécesseurs, il ne s'opposera pas militairement ni à la réunification, ni au processus de libéralisation de l'Europe orientale (c'est le grand mérite historique à mettre au crédit de Gorbatchev).

Sur le plan extérieur, il intensifie la détente. Dès lors les accords de désarmement se multiplient :

- fin décembre 1987, un accord de dénucléarisation partielle^[6] de l'Europe est signé, mettant fin à la querelle des euromissiles^[7]
- En décembre 1988, Gorbatchev décide de manière unilatérale une réduction de 500 000 hommes de l'Armée soviétique, dont la moitié à l'Ouest de l'Oural et en Europe orientale.
- En janvier 1989, à Paris, une conférence internationale interdit l'utilisation des armes chimiques.
- Enfin, en 1990, 22 pays membres des deux blocs signent un traité sur la réduction des forces conventionnelles en Europe.

La dislocation du bloc soviétique et la disparition de l'Union soviétique

L'assouplissement de la tutelle soviétique sur les démocraties populaires, auquel il faut ajouter la montée de la contestation et le réveil des nationalismes, provoque finalement l'écroulement des démocraties populaires en 1989/1990 :

- en 1989, la Hongrie ouvre le rideau de fer, entraînant un exode massif des Allemands de l'Est vers la RFA. La RDA est contrainte d'annoncer la liberté de circulation entre les deux Allemagnes. Le mur devenu inutile est abattu le 9 novembre 1989 (doc 4 p.117). Plus rien ne s'oppose à la réunification de l'Allemagne qui a lieu le 3 octobre 1990. Gorbatchev accepte même le retrait des soldats soviétiques (effectif en 1994) et l'entrée de l'Allemagne réunifiée dans l'OTAN.
- Dans toutes les démocraties populaires, les Communistes sont évincés du pouvoir : « Révolution de velours » en Tchécoslovaquie, en novembre 1989 ; en décembre 1989, en Roumanie avec la chute de Ceausescu surnommé à l'époque, le « tyran des Carpathes », en janvier 1990 en Bulgarie, .. etc) Dès 1990 des élections libres sont organisées dans tous les pays d'Europe de l'Est. Finalement en juin et juillet 1991 le CAEM et le Pacte de Varsovie sont dissous.

L'année 1991 marque également la disparition de l'Union soviétique :

- Le réveil des nationalismes provoque des troubles, notamment dans les pays baltes (doc 1 p.118)
- La situation économique devient de plus en plus critique avec la réapparition du chômage et le mécontentement grandit.

En août 1991, les Communistes réformateurs tentent un coup d'Etat qui échoue, grâce notamment à la résistance orchestrée par Boris Eltsine, en Russie. Gorbatchev en sort affaibli et est finalement obligé de se retirer en décembre (doc 3 p.119). L'URSS n'existe plus tandis que les pays baltes (Estonie Lettonie, Lituanie), la Georgie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, l'Ukraine, la Biélorussie ... (voir doc4 p.119 pour liste complète) deviennent des Etats indépendants. C'est la Russie qui reprend les responsabilités internationales de l'ex-URSS comme la place de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU. (Une structure confédérale succède un temps à l'URSS, la CEI ou Communauté des Etats indépendants mais elle reste une coquille vide).

CONCLUSION DU II

De 1947 à 1991, les relations internationales ont été dominées par l'affrontement des Etats-Unis et de l'Union soviétique. Ce conflit qu'on a appelé la « guerre froide » s'est terminé par la victoire des Etats-Unis qui a imposé au monde son modèle : démocratie et libéralisme économique. A l'époque, certains en ont même conclu à la « fin de l'histoire » (Francis Fukuyama). En fait c'est un monde plus complexe qui naît en 1991. Sa lisibilité est certes

actuellement une gageure. C'est cependant ce défi que nous tenterons de relever dans la troisième partie de notre propos.

III) Vers un nouvel ordre mondial (1975 – 2004)

Il est certes difficile de proposer une grille de lecture claire du monde actuelle car nous manquons encore de recul pour cela.

Disons que nous vivons encore sous les conséquences de la fin de la guerre froide. Celle-ci est en effet synonyme à la fois de désordre mondial et d'hyperpuissance américaine. Nous rendrons compte de ce double phénomène mais avant cela, nous montrerons que le désordre mondial apparaît dès le milieu des années 1970, alors que la guerre froide n'est pas encore terminée.

1) Un monde plus complexe dès le milieu des années 1970 (1975 – 1991)

Le monde d'aujourd'hui trouve ses origines dans la guerre froide. En effet, à partir du milieu des années 1970, la logique bipolaire de la guerre froide est battue en brèche par l'émergence d'autres pôles :

- du point de vue économique, le Japon et la CEE (créé en 1957) concurrence de plus en plus les Etats-Unis ;
- du point de vue politique et militaire, les deux Grands ont perdu le monopole de la bombe atomique (doc 2 p.127). Le Royaume-Uni devient puissance nucléaire dès 1952 mais étant donné l'existence des relations spéciales anglo-américaines, cela ne change pas grand chose. Bien différent est le cas de la France qui devient puissance nucléaire en 1960 et celui de la Chine qui le devient en 1964 (aujourd'hui l'Inde, le Pakistan et Israël ont rejoint le club des puissances nucléaires)
- l'émergence de puissances du Tiers-monde telle que la Chine. Celle-ci est un pays communiste mais elle rompt ses attaches avec le bloc soviétique en 1961 et devient un concurrent idéologique redoutable de l'URSS. Les relations sino-soviétique ne cessent de se détériorer à partir de cette date. C'est ainsi qu'en 1969, des incidents de frontières ont lieu entre les deux pays et l'Union soviétique envisage une frappe nucléaire de la Chine. Ce sont les Etats-Unis qui découragent finalement les velléités moscovites, commencent à se rapprocher de ce nouveau pôle du communisme (voyage de Nixon en Chine en 1972, établissement de liens diplomatiques en 1978) et jouent de cette rivalité. D'ailleurs, Soviétiques et Chinois s'opposent par mouvements interposés. En 1975, les Khmers rouges de Pol Pot qui s'imposent au Cambodge sont d'obédience chinoise. Ils sont finalement renversés en 1979 par une intervention du Vietnam d'obédience soviétique. (On ne pleurera pas sur le sort de Pol Pot et de ses Khmers rouges car ils ont tué environ le quart de la population cambodgienne lorsqu'ils étaient au pouvoir.) La Chine constitue aujourd'hui un pôle de plus en plus puissant. Puissance atomique depuis 1964, elle se développe rapidement sur le plan économique, depuis les réformes de 1978.

La bipolarité du monde est également battue en brèche par l'apparition d'une autre idéologie : l'Islamisme.

Celui-ci s'exprime dès la fin des années 1970 sous la forme de l'islamisme politique. Son projet est de construire, à partir du pouvoir d'Etat, un système politique totalisant, gérant la société et l'économie en s'appuyant sur les fondements de l'Islam et en refusant le pluralisme politique. Cet islamisme politique s'exprime dans la Révolution iranienne de 1979. En janvier 1979, le Shah d'Iran est renversé par une révolution dirigée par l'ayatollah Khomeiny, le chef du

clergé chiite. C'est un grave échec pour les Etats-Unis qui considérait l'ancien régime comme son « gendarme » au Moyen Orient.

Le nouveau régime est résolument anti-américain :

- il nationalise les puits de pétrole provoquant le second choc pétrolier
 - surtout, il fait brûler en public des drapeaux américains. Il prend également en otage 52 membres de l'Ambassade américaine à Téhéran que, humiliation suprême, les Américains n'arrivent pas à libérer malgré une opération commando (doc.4 p.111)
- Cependant, le nouveau régime iranien n'en est pas pour autant pro-soviétique.

Enfin, les années 1970 voient la naissance du terrorisme avec l'OLP (1972 : prise d'otages des athlètes israéliens lors des jeux olympiques de Munich), l'ETA (Basques) ou l'IRA (Catholiques d'Irlande du Nord).

En somme, dès avant la fin de la guerre froide, de nouveaux pôles et idéologie apparaissent qui remettent en cause la bipolarité du monde. Néanmoins, comme nous l'avons vu plus haut, l'affrontement entre les deux Grands continue à dominer la scène internationale jusqu'à la disparition du bloc soviétique en 1991. Comment évolue le monde depuis cette date ?

2) Le désordre mondial : la multiplication des conflits et de nouvelles menaces

Manuel p.130

La fin de la guerre froide a été synonyme de multiplication des conflits (68 conflits dans le monde en 2000 contre une moyenne de 35 pendant la guerre froide).

Il est difficile de proposer une typologie de ces conflits. Votre manuel propose la typologie suivante :

- les conflits entre Etats, aujourd'hui minoritaires comme la guerre larvée entre l'Inde et le Pakistan pour le Cachemire.
- Les guerres civiles qu'elles soient séparatistes (Tchéchénie), ethniques (génocide des Tutsi au Rwanda en 1994, ou en ex-Yougoslave à partir de 1991 entre Serbes, Croates et Bosniaques), liées à la montée de l'islamisme (comme en Algérie ou en Afghanistan) ... Ces guerres se caractérisent par le lourd tribut payé par les populations civiles (75 % des victimes) et par la multiplication des armées non régulières dont certaines vont même jusqu'à enrôler des enfants.

Les nouvelles menaces sont liées à la montée du terrorisme, en particulier islamiste. On pense évidemment à Al-Qaïda dirigée par Usama Ben Laden et au spectaculaire attentat du 11 septembre 2001. Notez que l'islamisme radical de Ben Laden est en grande partie différent de l'islamisme d'Etat de la Révolution iranienne. Certes, il s'agit toujours d'islamiser la société (instauration de la Charia, ...etc) mais, outre le fait qu'il ait gagné le monde sunnite, il refuse toute logique territoriale et se fait le défenseur de la communauté musulmane dans son ensemble. Il se tourne même contre des Etats ayant adopté les principes de l'Islamisme (charia, ... etc) comme l'Arabie Saoudite car il estime que les dynasties du Golfe Persique sont vendues aux Américains. Comme nous venons de le laisser entendre, l'anti-américanisme est une caractéristique importante de cette idéologie.

Enfin, lié en partie au problème du terrorisme, il y a la question de la prolifération des armes nucléaires. Outre que l'on craint que des mouvements terroristes s'en emparent, on suit avec

inquiétude les vellétés de la Corée du Nord. La prolifération des armes chimiques et biologiques est également un sujet d'inquiétudes (cf. attentat au gaz chimique dans le métro de Tokyo).

En bref, la rationalité de la guerre froide a fait place à un monde plus inquiétant car apparemment désordonné du fait de la multiplication des conflits et des menaces. Face à ces problèmes, une hyperpuissance tente de s'autoproclamer « gendarmes du monde » : les Etats-Unis. Comment a évolué leur politique étrangère depuis 1991.

3) L'Hyperpuissance américaine : entre multilatéralisme et unilatéralisme

- Comme nous l'avons vu, la guerre froide prend fin en 1991, faisant des Etats-Unis l'unique superpuissance mondiale (voir cours sur les Etats-Unis pour justifier l'expression + point 1 du résumé du manuel p.136)

Dans un premier temps, les Etats-Unis veulent promouvoir un « nouvel ordre mondial », au sein duquel la paix serait fondée sur le multilatéralisme. L'ONU devient évidemment le cadre privilégié de cette politique. C'est ainsi que la première guerre du Golfe de 1991 se fait sous l'égide de l'ONU. Les Américains qui fournissent la moitié des troupes de l'opération « tempête du désert » (250 000 hommes) dirigent une coalition rassemblant des Européens et des pays arabes. Rappelons les faits :

- le 2 août 1990, l'Irak de Saddam Hussein envahit le Koweït.
- La guerre elle-même commence le 17 janvier 1991 et se termine le 28 février par la défaite de l'Irak.

De fait, l'ONU multiplie les interventions au quatre coins de la planète (ex : FORPRONU en ex-Yougoslavie au printemps 1992) et tente de créer un droit international plus coercitif pour mieux protéger les droits de l'Homme :

- affirmation du droit d'ingérence en 1991
- création de la cour pénale internationale en 1998.

Sans qu'on puisse parler d'un véritable échec, il y a rapidement un décalage entre la réalité et les espoirs que l'ONU avait suscité. Outre des problèmes de finances, certaines interventions militaires des *Casques bleus* s'avèrent décevantes : c'est le cas lors du massacre de Srebrenica auquel les casques bleus assistent, impuissants.

Surtout, sous la présidence Clinton, et malgré les principes affirmés, la politique américaine évolue vers un « multilatéralisme dégradé ». C'est ainsi, qu'en 1999, les Américains interviennent au Kosovo dans le cadre de l'OTAN et non dans celui de l'ONU pour contourner l'opposition de la Chine et de la Russie.

De surcroît, les Américains rechignent à se soumettre aux règles internationales que l'ONU entend imposer à tous y compris à eux. C'est ainsi qu'en 1998, le Congrès américain refuse de ratifier la convention sur la cour pénale internationale.

Depuis l'arrivée au pouvoir de George Bush Jr et surtout depuis les attentats du 11 septembre 2001, la politique américaine applique un « unilatéralisme proclamé et assumé ». Prétendant instinctivement se situer du côté du bien, et se posant comme seul juge des pays menaçant la paix mondiale, George Bush Jr lance son pays dans la « guerre contre le terrorisme ». Si l'intervention contre les Talibans, en Afghanistan, se déroule en 2002, sous couvert de l'ONU, la guerre préventive contre l'Irak en 2003 se fait sans résolution de l'ONU pour contourner le veto français. Cette attitude renforce évidemment ceux qui contestent l'hégémonie des Etats-Unis sur le monde.

Il reste que les Etats-Unis semblent attachés à maintenir un certain multilatéralisme. C'est ainsi qu'ils ont cherché et reçu le soutien d'un certain nombre de pays dans leur intervention contre l'Irak en 2003 (Le Royaume-Uni et la Pologne, notamment) et qu'ils insistent auprès de l'ONU pour que celles-ci prennent des responsabilités en Irak.

CONCLUSION

Plutôt que « guerre froide » Raymond Aron préférait l'expression « Guerre improbable, paix impossible » pour désigner le conflit Est-Ouest. Il est un fait que l'affrontement n'a jamais dégénéré en guerre mondiale du fait de l'équilibre de la terreur et de la prise au sérieux du risque nucléaire par chacun des deux Grands. Il est un fait également que l'affrontement entre les deux blocs n'a pu se terminer que par la victoire de l'un sur l'autre tant l'opposition idéologique entre les deux Grands étaient importantes. La Guerre froide qui s'est terminée en 1991 par la victoire du bloc occidental, nous a légué un monde complexe caractérisé par un désordre visible à travers la multiplication des conflits et des menaces et par l'hyperpuissance américaine. Il est donc encore difficile de trancher entre la vision d'un monde polarisé autour des Etats-Unis défendue par certains et celle multipolaire défendue par d'autres.

[1] Chiffres extraits de : sous la direction de VAÏSSE, Maurice, *Dictionnaire des relations internationales*, article guerre du Vietnam, Colin, Paris, 2000.

[2] Les bombes au Napalm projettent en explosant, des gouttes enflammées sur une très grande surface. Bref c'est une version « améliorée » des bombes incendiaires déjà utilisées pendant la Seconde Guerre mondiale (Cf. bombardement de Dresde).

[3] Pour plus de détails, voir fiche à part sur le Moyen Orient.

[4] Bombe thermonucléaire de faible puissance dont l'explosion s'accompagne d'un intense flux de neutrons, annihilant toute vie mais provoquant peu de destructions matérielles. Ces bombes étaient destinés à compenser la forte infériorité numérique des troupes de l'OTAN face à celles du Pacte de Varsovie.

[5] Chiffres dans : SOUTOU, Georges-Henri, *La Guerre de Cinquante Ans*, Fayard, Paris, 2001.

[6] Il ne reste plus que les missiles nucléaires de portée inférieure à 500kms. Tous les autres sont supprimés par l'accord.

[7] Dans les années 1970, l'Union soviétique installe dans les démocraties populaires des missiles SS20. Ce sont des missiles à moyenne portée (inférieure à 5500kms) qui visent l'Europe occidentale. L'objectif est de « découpler » la défense de l'Europe occidentale de celle des Etats-Unis car ces derniers pourraient hésiter à utiliser leurs missiles stratégiques en cas d'attaque de l'Union soviétique contre l'Europe occidentale, par peur des missiles stratégiques soviétiques qui visent le territoire américain. Les pays d'Europe occidentale réclament donc que les Etats-Unis négocient avec les Soviétiques le retrait des SS20 ou bien installent en Europe occidentale des missiles analogues (discours du chancelier allemand Helmut Schmidt). Au sommet de la Guadeloupe de 1979, l'OTAN prend ce qu'on appelle la « double décision » : installer des missile Pershing II et Cruiser et en même temps négocier avec les Soviétiques en vue d'obtenir le retrait des SS20. Ces négociations échouent en 1983 mais l'installation des missiles américains se heurtent à l'opposition des pacifistes européens, particulièrement en Allemagne où Helmut Schmidt doit céder sa place de chancelier à Helmut Kohl (1982). Ces missiles américains sont néanmoins installés. Finalement fin décembre 1987, l'accord américano soviétique supprime ces missiles à portée intermédiaire (option zéro) mais en plus supprime les missiles à portée inférieure (nucléaire tactique ; option double zéro).